

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MAI 1921.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir jusqu'à concurrence d'une somme de 250,000,000 de francs la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

Le projet de loi, signé par les Ministres des Finances, des Affaires économiques, de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, a pour but de faciliter la vente et l'exportation des produits belges en autorisant le Gouvernement à garantir, dans certaines proportions et en ordre subsidiaire, la bonne fin de l'opération.

La mesure proposée de l'intervention gouvernementale qui ne peut dépasser la somme globale de 250 millions est une mesure de circonstance. Elle est insolite, exceptionnelle, temporaire, destinée à atténuer la crise industrielle dont le caractère est lui-même anormal au point que l'histoire du Monde n'en connaît pas de pareille. Elle vise plutôt à hâter le retour aux conditions normales du travail en dégageant le stock accumulé dans les usines, et elle devrait avoir pour résultat direct ou indirect de favoriser la reprise de l'activité industrielle, d'aider la Belgique à conserver les marchés étrangers, et d'assurer aux ouvriers comme moyen d'existence le salaire substitué au secours-chômage. La portée à la fois économique, morale et sociale en est la meilleure justification.

(1) Projet de loi, n° 212.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. BERLOZ, WINANDY, FISCHER, HUBIN, ROYERS et BERTRAND.

L'exposé des motifs dit, avec raison, que le projet de loi soulèvera des critiques et des appréhensions. Pour juger de leur bien fondé, il importe de déterminer les conditions troublées auxquelles il faut porter remède et de préciser la limite de l'intervention gouvernementale.

Le trouble économique se caractérise par cette circonstance que les échanges réguliers entre les pays consommateurs et les pays producteurs sont interrompus.

Les premiers ont d'immenses besoins, mais n'ont pas les moyens financiers pour les satisfaire. Les seconds disposent de tous les facteurs industriels mais sont paralysés par un stock écrasant de marchandises. L'arrêt des transactions immobilise les uns et les autres, supprimant le travail de milliers d'ouvriers industriels, dont le chômage a pour effet, non seulement d'écraser les Finances publiques par la charge des secours, mais de créer encore un malaise social plein d'insécurité.

Comment sortir de cette paralysie économique? En temps ordinaire, l'initiative privée dispose d'assez d'énergie et de ressources pour conjurer les dangers des crises momentanées, et son effort sera toujours le meilleur agent de salut.

Mais, dans les circonstances actuelles, elle se heurte à un obstacle étranger, à l'impuissance économique des pays consommateurs, qui, épuisés par la guerre, ne disposent ni des moyens de paiement comptant, ni des garanties justifiant suffisamment les longs crédits. Les risques de vente avec paiement à terme se trouvent encore augmentés par les soubresauts du change qui donnent à chaque opération un caractère de spéculation.

L'industriel est désarmé devant cette situation qui prend les proportions d'une catastrophe mondiale. Il ne trouve plus dans les institutions de crédit l'appui nécessaire pour des opérations de longue haleine, à risques anormaux; et, en dernière analyse, le concours financier, qui soutient toute l'activité économique, se retire au moment où son rôle devient plus nécessaire. L'intervention du gouvernement a pour but de le stimuler en prenant une part dans les risques qui le découragent.

Il n'intervient qu'en ordre subsidiaire et dans une proportion, qui peut être déterminée d'une façon générale par un arrêté royal, mais qui doit pouvoir varier, dans une certaine mesure, suivant les espèces. L'exposé des motifs cite un exemple qui peut servir de règle générale. Si la perte subie sur une vente ne comporte que 25 % de la valeur engagée, elle retombera toute entière sur le vendeur; si elle est supérieure à 25 %, si elle atteint 45 %, cette tranche complémentaire de 20 % retombera sur les établissements de crédit, et elle ne touchera l'État que pour le surplus.

Cette cascade de responsabilités établie par l'article 4 a pour but de diminuer le risque de l'État en stimulant la vigilance de tous les intéressés.

Il importe de remarquer que le Gouvernement ne fait pas œuvre de commerçant ou de banquier. Il n'intervient pas dans les opérations commerciales, dont la recherche et la réalisation sont laissées à l'initiative des producteurs et des banquiers, plus compétents pour solliciter la clientèle, peser la solvabilité, discuter les conditions de vente et surveiller la livraison et le transport. Il n'assure même pas les fonds. Il ne se substitue pas à l'activité des entreprises privées; il ne fait

que l'encourager en diminuant, dans une mesure secondaire, l'importance des risques qui peuvent l'arrêter. Il vise même à grouper les entreprises et à augmenter leur force d'action en donnant aux groupements un droit de préférence pour l'obtention de la garantie.

Malgré cette limitation, l'intervention du gouvernement n'en a pas moins soulevé de sérieuses objections. Ne va-t-elle pas retarder le dénouement de la crise et le retour à l'état normal? Ne va-t-elle pas ralentir le mouvement de baisse qui doit faciliter les conditions de l'existence?

Laissés à eux-mêmes, dit-on, les détenteurs de stocks seront acculés à la nécessité de vendre à perte les marchandises accumulées. La liquidation forcée, qui peut entraîner leur ruine, sera finalement favorable aux consommateurs qui verront arriver sur le marché une plus grande quantité de marchandises offertes à des prix inférieurs et la crise se résoudra ainsi, d'une façon violente, par la déconfiture ou la faillite de nombreux producteurs ou intermédiaires. Les facilités qui leur seraient données pour vendre à un prix plus élevé sur les marchés étrangers, ne feraient que prolonger leur résistance à une liquidation forcée, favorable aux consommateurs belges. Elles profiteraient plus aux étrangers qu'aux nationaux.

Ce raisonnement aurait toute sa valeur dans des temps ordinaires où la vie économique suit son cours régulier. Mais on ne peut oublier que, en hâtant la vente à l'étranger, dans un moment de léthargie économique, on ranime l'industrie dans le pays, et on décharge le Gouvernement de devoirs d'assistance écrasants qui agissent sur la cherté de la vie par l'élévation des charges financières et du change.

Le marché intérieur ne suffit pas pour absorber la production qui étouffe dans les stocks; et aussi longtemps que le marché extérieur ne viendra pas dégorger le trop plein, l'industrie ne saurait revivre. Le placement à l'étranger se présente ainsi comme une question de vie ou de mort, à laquelle l'État ne saurait rester indifférent. Les avantages, qu'il présente, compensent les risques, que le Gouvernement assume par la garantie et qui sont réduits par leur caractère subsidiaire. Au surplus, on ne peut perdre de vue que des pays étrangers donnent l'exemple de cette intervention gouvernementale et menacent ainsi la Belgique de prendre sa place sur le marché mondial.

Nous n'avons pas besoin de nous arrêter aux craintes qui dérivent de toute intervention gouvernementale en matière économique. Ne créera-t-elle pas de privilégiés? N'engendrera-t-elle pas des abus? Ne profitera-t-elle pas indirectement aux produits, aux sociétés ou aux industriels étrangers?

Tout cela est à redouter dans une certaine mesure; aussi l'organisation des opérations doit-elle se faire de façon à calmer le plus possible ces appréhensions et à atteindre le but qui consiste à favoriser l'activité belge dans la Métropole et dans la Colonie. Au surplus, le comité directeur et le Gouvernement ont toute liberté pour rejeter les demandes qui n'intéressent pas la prospérité nationale, et la Commission de contrôle ne manquerait pas de dénoncer toute erreur d'orientation.

*
* *

L'examen détaillé des diverses dispositions du projet de loi soulève plusieurs questions.

A quels produits faut-il accorder la faveur gouvernementale?

Quels facteurs économiques et quelles opérations faut-il encourager?

Quel mécanisme faut-il employer?

Produits (art. 1^{er}).

Le Gouvernement désire aider l'industrie nationale en facilitant l'exportation des marchandises belges. Si l'on est d'accord sur le but à atteindre, on peut se demander si l'assistance Gouvernementale ne pourrait pas être étendue à la Colonie qui souffre aussi cruellement que la Métropole de la crise générale.

Les sociétés ou entreprises, dont l'activité consiste à mettre en valeur les produits et le travail indigènes, sont menacées dans leur existence. Elles possèdent des stocks importants qu'elles ne peuvent vendre et qui paralysent la reprise des opérations d'achat et de vente. On peut les aider, au même titre que les industries, en facilitant la réalisation de leurs stocks, et il serait équitable de leur permettre de jouir de la garantie Gouvernementale à concurrence, par exemple, du $\frac{1}{10}$ de la somme globale de 250 millions de francs. C'est ce que propose un amendement de la Section centrale

Facteurs économiques (art. 2).

Les opérations qui permettent d'atteindre le but, sont très variées.

Le Gouvernement envisage avec raison l'entente entre producteurs d'une même industrie pour l'exportation de leurs marchandises. Ces groupements coordonnent leurs efforts et leur donnent, avec plus d'unité, une plus grande puissance.

Mais on ne peut oublier que l'industrie, qui est un des facteurs de la vie économique, doit avoir des collaborations qui exigent également une formation spéciale, à savoir les collaborations du commerce et des finances; et il faut rattacher au commerce le facteur transport.

Les produits fabriqués ne prennent pas tout seuls le chemin de l'étranger. Le commerce doit le leur ouvrir, et il suppose une organisation appropriée aux divers pays dont les marchés sollicitent son effort; il suppose aussi des agents expérimentés au courant des usages et des besoins. Peu d'industries sont assez puissantes pour s'attacher un service commercial complet. La plupart doivent donc s'appuyer sur le commerce organisé comme facteur indépendant.

On peut en dire autant des facteurs transport et finances.

Le transport, comme entreprise annexe, peut rendre les services les plus importants par la formation d'une masse de marchandises à envoyer à une même destination sans interruption de route, par la recherche d'un fret de retour, par la rapidité et la régularité des expéditions qui sont des garanties indispensables de sécurité dans une période de grande fluctuation de prix. Les exportateurs et importateurs professionnels deviennent ainsi les aides indispensables du négoce et de l'industrie.

On peut donc envisager comme utile une collaboration de ces facteurs de différente nature.

L'exposé des motifs signale l'exemple des États-Unis :

« Des banquiers, dit-il, des exportateurs, des industriels et des fermiers, ont » constitué un syndicat « Le Foreign Trade Financial Corporation » au capital » de 100 millions de dollars, qui a pour but de traiter avec l'étranger des » affaires impliquant des crédits à long terme et d'en avancer le montant aux » producteurs américains ».

On pourrait citer d'autres pays qui, avant la guerre, avaient déjà uni les divers facteurs économiques pour la conquête des marchés.

Le Gouvernement, en suggérant le groupement des industries similaires fait un premier pas ; mais on peut aller plus loin encore et favoriser, par l'octroi de la garantie, le groupement de facteurs économiques de diverse nature. La Section propose par un amendement à l'article 2 de supprimer les mots « d'une même industrie » qui restreignent les groupements reconnus. Elle propose aussi à l'article 5 de dire que la garantie gouvernementale obtenue par une industrie peut être cédée au collaborateur intermédiaire.

Opérations (art. 3 et 4).

L'exportation des produits est une opération complexe qui a plusieurs phases. Elle peut être réalisée à la suite d'une commande faite par un étranger ; c'est l'élément le plus simple.

Mais elle peut nécessiter la consignation qui est une phase préliminaire de la vente.

Dans le premier cas, le prix peut être escompté par la remise de la traite tirée sur l'acheteur. Dans le second cas, l'avance de fonds peut se faire par un warrantage.

Mais ces opérations, au lieu d'être faites directement par le producteur vendeur peuvent être faites par des intermédiaires, des compagnies d'exportateurs organisées à cet effet, agissant soit comme négociants, soit comme courtiers. Elles peuvent être également dignes des faveurs de la garantie gouvernementale, puisqu'elles tendent à dégorger les stocks en les remplaçant par de la monnaie liquide qui facilite la reprise du travail industriel. Toutefois le Gouvernement estime que la consignation, envisagée comme opération distincte et isolée, ne pourrait justifier son intervention.

Les encouragements du Gouvernement doivent logiquement s'étendre aux contrats de livraison future qui dépendent également du crédit de l'industriel. Des commandes importantes de machines, de matériel, etc. sont souvent faites par adjudication restreinte ou publique. Les fabricants qui veulent y prendre part doivent commencer par s'assurer les ressources qui sont nécessaires à l'achat des matières premières, au paiement des salaires, etc. et qui représentent tous les éléments du prix, à l'exclusion des bénéfices de l'opération.

La garantie du Gouvernement peut être ici un élément décisif du crédit en banque et doit pouvoir couvrir l'opération de livraison future.

Il appartiendra au Comité directeur d'étudier les conditions de chaque opération, de vérifier si elle prévoit un intérêt belge ou colonial suffisamment marqué au point de vue de la renaissance économique, et d'analyser les garanties de bonne fin qu'elle offre. La Section centrale propose de marquer par une modification du texte qu'une grande latitude doit être laissée au jugement du Comité directeur. Il est impossible de prévoir toutes les modalités de la vie économique.

L'article 4 délimite la portée de la garantie gouvernementale. Elle ne peut dépasser, pour chaque opération, la durée de trois ans, mais il y a tout intérêt pour le Comité directeur d'encourager surtout les opérations qui se solderont dans les délais beaucoup plus courts et qui permettront de multiplier l'intervention gouvernementale sans dépasser le crédit global de 250 millions; ce crédit ne peut être dépassé mais il se reconstitue au fur et à mesure de la liquidation des opérations. L'État est le premier à se dégager sur les paiements, et ne participe à la perte qu'en troisième rang, suivant l'exemple cité plus haut.

Le texte est large; il faut laisser à l'arrêté royal le soin d'adapter la garantie aux circonstances et de modifier la règle suivant l'enseignement de l'expérience. La Commission de contrôle sera consultée à cet égard.

Mécanisme (art. 5, 5^{bis} et 6).

La complexité des opérations, ainsi que la rapidité de décision qu'elles demandent, nécessitent l'intervention d'un organisme souple et à prompt action. Le projet de loi ne répond pas à ces exigences en proposant de confier la décision de l'octroi de la garantie à un arrêté royal contresigné par les divers ministres intéressés et sur avis d'un comité consultatif de neuf membres. C'est une procédure administrative des plus lourdes, qui provoquerait des retards paralysants et rendrait, le plus souvent, inefficace ou inutile le recours à la garantie.

La décision doit appartenir à un comité restreint, permanent, rompu aux affaires, ayant suffisamment d'homogénéité pour agir vite. On trouverait ces conditions dans des organismes existants, tels que le comité directeur de la Société nationale du crédit industriel, filiale de la Banque Nationale, dont les obligations sont garanties par l'État belge, et qui a déjà pu avancer pour la restauration du pays plus d'un milliard de francs.

La Section centrale propose d'amender le projet de loi dans ce sens, tout en laissant au Gouvernement le choix des personnes appelées à former le Comité de direction.

On comprend que le Ministre compétent et non les divers Ministres ait à contresigner les décisions et à accepter ainsi la responsabilité des engagements pris au nom de l'État. Ce n'est pas une entrave. Mais le Comité consultatif de neuf membres à désigner par la Chambre des Représentants, par le Sénat et par les Ministres intéressés ne pourrait pas, comme le propose le projet de loi, se

charger de donner son avis sur chaque demande. Il serait obligé de se livrer à une étude qui supposerait non seulement la compétence spéciale, mais aussi un travail continu qu'on ne peut demander à une assemblée aussi nombreuse et aussi hétéroclite. Son rôle consisterait mieux dans le contrôle.

Il peut donner son avis sur la réglementation qui devra être établie par arrêté royal, vérifier les opérations du Comité de direction et exiger la communication de toutes les décisions et des documents justificatifs. Son avis qui doit s'attacher, moins à la technique des mesures, qu'à la sauvegarde de l'intérêt général, aura son influence sur l'orientation de l'intervention gouvernementale.

La Section centrale propose de laisser cette mission de contrôle à la Commission de neuf membres, et de laisser la décision à un Comité directeur de trois à cinq membres à choisir par le Gouvernement au sein de cette Commission.

* . *

L'article 6 soulève, dans certains milieux, des critiques parce qu'il exige pour l'admission à la garantie, la preuve que les entreprises intéressées observent les conditions de travail normales, établies par les commissions mixtes ou autres organismes de conciliation. Il mêle ainsi la politique sociale à la politique économique, et ce mélange pourrait nuire au succès des mesures proposées: Mais l'Exposé des motifs justifie cette préoccupation d'ordre social par l'intervention des Finances publiques qui doit être utile au travail comme au capital.

Il semble bien que la crainte de voir entraver les opérations par cette exigence est plutôt d'ordre théorique. L'organisation des industries est suffisamment connue et n'exigera pas d'enquête. Au surplus, il ne s'agirait pas de s'attarder à des discussions de détail qui, sans intérêt réel, détourneraient l'attention du but principal et retarderaient les résultats espérés de la garantie gouvernementale.

* . *

La Section centrale propose à la Chambre d'adopter le projet de loi avec les amendements, qui sont acceptés par le Gouvernement et qui doivent adapter la garantie aux diverses situations tout en donnant à son fonctionnement plus de souplesse.

Le remède aura-t-il quelque efficacité? Il apparaît, au premier abord, comme un remède héroïque à une crise aiguë, mais il ne peut être qu'un palliatif. Il faut espérer qu'il ne sera pas destitué de tout effet utile. L'expérience de l'Angleterre, qui persévère dans cette voie, justifie cette confiance. Il est vrai que son action est plus résolue; elle se manifeste par l'octroi direct de crédits à l'intermédiaire des banques. Le système proposé de la garantie gouvernementale conduit à des résultats analogues; il est vraisemblable que des banques s'en serviront pour s'associer à des opérations de vente auxquelles, le plus souvent, elles seront intéressées à raison des avances déjà faites aux industries bloquées par le stock. Ce sera pour elles un moyen de se dégager d'une situation qui pèse lourdement sur leurs finances et de ranimer l'activité industrielle qui constitue à la fois leur prospérité et la prospérité nationale.

Le Président-Rapporteur.

EM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MEI 1921.

Wetsontwerp, waarbij de Regeering wordt gemachtigd om, tot beloop eener som van 250,000,000 frank, den goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland te waarborgen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIRBAUT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, ondertekend door de Ministers van Financiën, van Economische Zaken, van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, heeft ten doel, den verkoop en den uitvoer van de Belgische producten te vergemakkelijken door aan de Regeering machtiging te verleen om, in zekere verhoudingen en in bijkomende orde, den goeden afloop der verhandeling te waarborgen.

De tusschenkomst van de Regeering, welke niet hooger mag gaan dan de globale som van 250 miljoen, is een gelegenheidsmaatregel.

Deze is ongewoon, uitzonderlijk, tijdelijk, bestemd tot verzachting van de nijverheidscrisis, die zelf zoodanig ongewoon is, dat er in de wereldgeschiedenis geen weerga daarvan is gekend. Het geldt inzonderheid den terugkeer naar de normale arbeidstoestanden te verhaasten door de in de fabrieken vereenigde voorraden los te maken, en rechtstreeks of onrechtstreeks zou gezegde maatregel er moeten toe leiden, het hernemen van de bedrijvigheid op nijverheidsgebed te bevorderen, België te helpen tot het bewaren van de buitenlandsche markten en aan de arbeiders, als bestaanmiddel, het loon te verzekeren, in plaats van den werklozenonderstand. Zijne economische en tevens zedelijke en maatschappelijke strekking is daarvan de beste wettiging.

Terecht wordt in de Memorie van Toelichting gezegd dat het wetsontwerp aanleiding zal geven tot kritiek en bezorgdheid. Om over de gegrondheid daar-

(1) Wetsontwerp, n^o 212.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIRBAUT, bestond uit de heeren BERLOZ, WINANDY, FISCHER, HUBIN, ROYERS en BERTRAND.

van te oordeelen, diënt men te bepalen welke beroerde omstandigheden men moet te keer gaan en de tusschenkomst der Regeering duidelijk af te bakenen.

De economische ontreddeering blijkt uit het feit, dat het regelmatig verkeer tusschen de verbruikslanden en de landen van voortbrenging onderbroken is.

Eerstgenoemde landen hebben overgroote behoeften, doch er ontbreken hun de geldelijke middelen om daarin te voorzien. Laatstgenoemde beschikken over al de industriele factoren, doch zijn verlamd door een ontzaglijken voorraad koopwaren. Het stilleggen van het handelsverkeer verlamt de eenen en de anderen; het berooft van werk duizenden nijverheidsarbeiders, wier werkeloosheid niet alleen 's Rijks Financiën, wegens het verstrekken van steungelden, op ongewone wijze verzwaaert, doch ook een socialen toestand vol drukkende onzekerheid in het leven roept.

Op welke wijze zal men aan deze economische verlamming een eind stellen? Onder gewone omstandigheden beschikt de private ondernemingsgeest over voldoende kracht en middelen om de gevaren van tijdelijke crises te bestrijden, en deze krachtsinspanning zal steeds het beste redmiddel zijn.

Onder de huidige omstandigheden echter stuit deze ondernemingsgeest op een vreemden hinderpaal, op de economische onmacht van de verbruikslanden die, uitgeput door den oorlog, noch contant kunnen betalen, noch de vereischte borggen bezitten om een lang crediet te bekomen. Het verkoop-risico met betaling op termijn wordt nog verhoogd door de schommelingen van den wisselkoers, waardoor elke handelsverrichting als eene speculatie geldt.

De nijveraar staat ontreddeerd tegenover dezen toestand, welke gelijkstaat met eene wereldramp. Bij de credietinstellingen vindt hij den noodigen steun niet meer om zich te wagen aan handelsverrichtingen van langen duur en met abnormale risico's, en per slot van rekening ontbreekt de geldelijke hulp, die gansch de economische bedrijvigheid steunt, op het oogenblik dat hare rol meer noodzakelijk wordt. De tusschenkomst der Regeering heeft ten doel, tot die hulp aan te zetten door een deel van de risico's, die haar ontmoedigen, op zich te nemen.

De Regeering komt slechts tusschenbeide in bijkomende orde en in eene verhouding welke op algemeene wijze bij Koninklijk besluit kan worden bepaald, doch die in zekere mate, volgens de gevallen, moet kunnen verschillen. In de Memorie van Toelichting wordt een voorbeeld aangehaald, dat als algemeen regel gelden kan. Bedraagt het geleden verlies op een verkoop slechts 25 % van de aangewende gelden, dan valt geheel het verlies ten laste van den verkoper; overschrijdt het 25 %, bereikt het 45 %, dan valt dit verschil van 20 %, ten laste van de credietinstellingen, en slechts voor het overige draagt de Staat het verlies.

Deze verantwoordelijkheden werden aldus door artikel 4 geregeld om het risico van den Staat te verminderen, terwijl al de belanghebbenden daardoor tot omzichtigheid worden aangespoord.

Er valt aan te merken, dat de Regeering niet optreedt als handelaar of als bankier. Zij komt niet tusschenbeide in de handelsverrichtingen, waarvan de nasporing en de vervezenlijking worden overgelaten aan het initiatief der voortbrengers en der bankiers, die meer bevoegd zijn om de clienteele aan te lokken, het betaalvermogen te wikken, de voorwaarden van verkoop te regelen en toe-

zicht te houden op levering en vervoer. Zelfs verzekert zij de gelden niet. Zij stelt zich niet in de plaats van de private ondernemingen: zij bepaalt er zich bij, deze aan te moedigen door op onrechtstreeksche wijze de risico's te verminderen, die haar kunnen tegenhouden. Zij wil zelfs de ondernemingen groepeeren en hun werkvermogen verhoogen door aan die groepeeringsen een recht van voorkeur te schenken tot het bekomen van den waarborg.

Ondanks deze beperking werden tegen de inmenging van de Regeering niettemin ernstige bezwaren in het midden gebracht. Zou zij niet de oplossing van de crisis en den terugkeer tot den normalen toestand in den weg staan? Zou zij de daling der prijzen, die de levensvoorwaarden moet verlichten, niet belemmeren?

Aan zich zelf overgelaten, zegt men, zullen de bezitters van voorraden gedwongen zijn de opgehoopte waren met verlies van de hand te doen. De gedwongen opruiming, die hun ondergang kan meebrengen, zal ten slotte gunstig zijn aan de verbruikers die een grootere hoeveelheid waren, tegen lagere prijs aangeboden, op de markt zullen zien komen, en zóó zal de crisis tot een einde komen op geweldige wijze, door den ondergang of het faillissement van talrijke voortbrengers of tussenpersonen. Geeft men hun een zeker gemak om tegen hogere prijzen op de buitenlandsche markten te verkoopen, dan zou men enkel hun weerstand tegen eene gedwongen opruiming, voordeelig aan de Belgische verbruikers, aanmoedigen. De vreemdelingen zouden er meer baat bij vinden dan de eigene landgenooten.

In gewone tijden, wanneer het economisch leven zijn geregelde gang gaat, zou deze verklaring hare volle waarde hebben. Men mag echter niet vergeten dat men, door den afzet in het buitenland op te drijven, in een tijd van economische slapte, de nijverheid in het land aanwakkert en aldus de Regeering ontlast van al te zware hulpuitkeeringen, die op de levensduurte drukken door de hooge financiële lasten en den hoogen wisselkoers.

De binnenlandsche markt is niet voldoende om de productie, die ligt opgepropt in de voorraden, op te slorpen; en zoolang het buitenland onze overvoerde markt niet komt ontlasten, kan onze nijverheid niet herleven. Het afzetten in het buitenland is dus zooveel als eene quaestie van leven of dood, en de Staat kan dat niet langs zich heen laten gaan. De voordeelen, die het biedt, vergoeden de risico's, die de Regeering op zich neemt door den waarborg, en die, omdat zij in de tweede plaats komen, niet aanzienlijk zijn. Bovendien mag men niet uit het oog verliezen dat vreemde landen het voorbeeld van dergelijke Regeeringsinmengingen geven en België aldus bedreigen zijn plaats te verliezen op de wereldmarkt.

Wij mogen ons niet laten tegenhouden door de vrees, die elke inmenging van Regeeringswege in economische vraagstukken doet ontstaan. Vreest men dat zij sommigen zal begunstigen, dat zij misbruiken zal doen oprijzen, dat zij onrechtstreeks de voorkeur zal doen geven aan de producten, de vennootschappen en de nijveraars van het buitenland?

In zekere mate staat dit alles te vreezen; dienvolgens moeten de verrichtingen dermate geregeld zijn dat die vrees zooveel mogelijk van grond worde onthloot en dat het doel, namelijk het aanmoedigen van de Belgische nijverheid in het

moederland en in de Kolonie bereikt worde. Het Bestuurscomiteit en de Regeering zijn vrij alle vragen van de hand te wijzen, die met 's lands welvaart niets te maken hebben, en de Commissie van contrôle zou niet nalaten op elke verkeerde richting te wijzen.

* * *

Door hun omstandig onderzoek van de onderscheidene bepalingen van het wetsontwerp worden verscheidene vraagpunten naar voren gebracht.

Aan welke producten moet de Regeering hare gunst verleen?

Welke economische factoren en welke verrichtingen dienen aangemoedigd te worden?

Op welke wijze behoeft men te werk te gaan?

Producten. (Eerste artikel.)

De Regeering verlangt 's lands nijverheid te bevorderen door den uitvoer der Belgische koopwaren te vergemakkelijken. Indien men het eens is over het te bereiken doel, mag men de vraag stellen of de steun van de Regeering niet zou kunnen uitgestrekt worden tot de Kolonie, die zoozeer als het Moederland onder de algemeene crisis lijdt.

De maatschappijen of ondernemingen, die er zich op toelaggen de inlandsche producten en den inlandschen arbeid winstgevend te maken, worden in hun bestaan bedreigd. Zij bezitten aanzienlijke voorraden, welke niet verkocht geraken en de hervatting van de aankoop- en verkoopverrichtingen belemmeren. Evengoed als de nijverheidsbedrijven kan men hen helpen door den afzet hunner voorraden te vergemakkelijken, en het zou billijk zijn hun den waarborg der Regeering te laten genieten tot een beloop van, b. v., $\frac{1}{10}$ der globale som van 250 millioen frank. Dat wordt door een amendement van de Middenafdeeling voorgesteld.

Economische factoren (art. 2.)

De verrichtingen, welke tot dit doel leiden, zijn zeer verscheiden :

De Regeering streeft er terecht naar, verstandhouding te doen heerschen tusschen voortbrengers van eene en dezelfde nijverheid voor den uitvoer hunner koopwaren. Deze groepeerings vereenigen hunne pogingen en geven daaraan niet alleen meer eenheid, maar eene grootere kracht.

Men mag echter niet vergeten dat de nijverheid, die een der factoren van het economisch leven is, allerlei medewerking moet kunnen vinden, waarvoor ook een bijzondere vorming is vereischt, namelijk de medewerking van den handel en die der financiën; en bij den handel dient de factor vervoer te worden gevoegd.

De gefabriceerde voortbrengselen vinden niet op eigen krachten den weg naar het buitenland. De handel moet hunden weg openen, en dit vooronderstelt eene inrichting welke zich aanpast aan de onderscheidene landen, waarvan de markten zijn

krachtsinspanning inroepen; hij vooronderstelt insgelijks ervaren beambten, die met de gewoonten en de behoeften vertrouwd zijn. Weinige bedrijven zijn machtig genoeg om zich een volledige handelsdienst toe te voegen. De meesten moeten dus steunen op den handel, als onafhankelijke factor ingericht.

Men kan evenveel zeggen van de factoren vervoer en financiën.

Het vervoer, als bijonderneming, kan de gewichtigste diensten bewijzen door het vormen van goederengroeperingen die in doorgaand vervoer naar een zelfde bestemming worden gezonden, door het opzoeken van eene terugvracht, door de snelheid en de regelmatigheid der verzendingen, welke onontbeerlijke zekerheidswaarborgen zijn in een tijd van groote prijschommeling. De uit- en invoerders van beroep worden alzoo de onontbeerlijke helpers van den handel en van de nijverheid.

Eene samenwerking van deze onderscheidene factoren kan dus als nuttig worden aangezien.

De Memorie van Toelichting vermeldt het voorbeeld van de Vereenigde Staten :

« Bankiers, wordt daarin gezegd, uitvoerders, nijveraars en landbouwers » hebben met een kapitaal van 100 millioen dollar een Syndicaat « The Foreign » Trade Financial Corporation » opgericht, dat ten doel heeft met het buitenland » zaken af te doen, waarvoor crediet op langen termijn vereischt wordt, en het » noodig bedrag er voor aan de Amerikaansche voortbrengers voor te schieten. »

Men zou nog kunnen wijzen op andere landen, die, vóór den oorlog, reeds de onderscheidene economische factoren hadden vereenigd om de markten te veroveren.

Door de groepeerings der gelijkaardige nijverheidstakken in te geven, doet de Regering een eersten stap; doch men kan nog verder gaan en, door het verleenen van den waarborg, de groepeerings van allerhande economische factoren bevorderen. Door een amendement op artikel 2, stelt de Afdeeling voor, de woorden : « van één zelfde nijverheid » te doen wegvallen, daar zij de erkende groepeerings beperken. Zij stelt ook voor, bij artikel 3 te zeggen, dat de Regeringswaarborg, door eene nijverheid bekomen, aan den tusschentredenden medewerker kan worden afgestaan.

Verrichtingen (art. 3 en 4).

De uitvoer der voortbrengselen is eene ingewikkelde verrichting, welke uit verscheidene deelen bestaat.

Hij kan geschieden ten gevolge van eene bestelling, door een buitenlander gedaan; dit is het eenvoudigste bestanddeel.

Doch hij kan de bewaargeving vergen, welke eene voorafgaande handeling van den verkoop uitmaakt.

In het eerste geval kan de prijs worden gedisconteerd door aflevering van den op den koper getrokken wissel. In het tweede geval kan het voorschieten van fondsen geschieden door middel eener warrant.

Doch deze verrichtingen, in stede van rechtstreeks te zijn gedaan door den voortbrenger-verkoopster, kunnen geschieden door personen, door te dien einde ingerichte vereenigingen van uitvoerders, die, hetzij als handelaars, hetzij als makelaars optreden. Zij kunnen eveneens de gunsten van den Regeeringswaarborg verdienen, daar zij er toe strekken, de voorraden los te maken en ze tevens te vervangen door gereede munt, welke het hernemen van de nijverheid vergemakkelijkt. De Regeering is echter van gevoelen dat de bewaargeving, als onderscheiden en afzonderlijke verrichting aangezien, hare tuschenkomst niet zou kunnen billijken.

De aanmoedigingen vanwege de Regeering moeten zich logisch uitstrekken tot de contracten van latere levering, welke insgelijks van de gegoedheid van den nijveraar afhangen. Belangrijke bestellingen van machines, materieel, enz., worden dikwijls bij wijze van beperkte of openbare aanbesteding gedaan. De fabrikanten, die daaraan willen deelnemen, moeten beginnen met zich de geldmiddelen te verschaffen, die noodig zijn tot het aankopen van de grondstoffen, tot het betalen van de dagloonen, enz., en die al de bestanddeelen van den prijs vertegenwoordigen, met uitsluiting van de winsten der verrichting.

De waarborg der Regeering kan hier een afdoende middel zijn tot het verkrijgen van het crediet in de bank en moet de latere levering kunnen dekken.

Aan het Comité van Bestuur zal de taak opgedragen zijn, de vereischten van elke verrichting te onderzoeken, na te gaan of zij een voldoende Belgisch of koloniaal belang voorziet met het oog op de economische wederopleving en de waarborgen tot goeden afloop na te sporen. De Middenafdeeling stelt voor, den tekst aldus te wijzigen dat ruime vrijheid worde gelaten aan het oordeel van het Comité van Bestuur. Het is immers onmogelijk al de toestanden van het economisch leven te voorzien.

Door artikel 4 wordt de draagwijdte van den waarborg der Regeering bepaald. Die waarborg mag, voor elke verrichting, niet den duur van drie jaren overschrijden, doch het Comité van Bestuur heeft er alle belang bij, vooral de verrichtingen te bevorderen, die binnen een korter tijdsbestek een afloop krijgen en waardoor het voor de Regeering mogelijk wordt, in meerdere gevallen op te treden zonder het globaal crediet van 250 millioen te overschrijden; dit crediet mag niet worden overschreden, doch de kas wordt steeds opnieuw gespijsd naar gelang eene verrichting wordt vereffend. De Staat wordt eerst van al betaald en komt, volgens het hierboven gemeld voorbeeld, in het verlies tussehen slechts in derden rang.

De tekst heeft eene ruime beteekenis; het Koninklijk besluit zal den waarborg weten aan te passen aan de omstandigheden en, met de ervaring aan de hand, de regeling weten te wijzigen. Dienaangaande zal de Commissie van Contrôle worden geraadpleegd.

Werking (art. 5, 5^{bis} en 6.)

De ingewikkeldheid der verrichtingen, alsmede de noodzakelijke snelheid bij de te nemen beslissing, eischen de tussehenkomst van eene lenige en snelwerkende

instelling. Aan deze eischen beantwoordt het wetsontwerp niet, wanneer het voorstelt, de beslissing over het al of niet verleenen van den waarborg op te dragen aan een Koninklijk besluit medeonderteevend door de onderscheidene betrokken ministers en op advies van een raadgevend comiteit van negen leden. Dit is eene zeer belemmerende, administratieve regeling, waaruit verlammeende vertraging zou voortvloeien en meestal de vraag om waarborg ondoeltreffend of nutteloos maken zou.

Het recht van beslissing moet behooren aan een niet te talrijk en bestendig Comiteit, dat op de hoogte is van de handelszaken en voldoende homogeen is om met spoed te handelen. Aan deze vereischten zouden voldoen sommige bestaande instellingen, als het Comiteit van Bestuur der Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet, eene filiale van de Nationale Bank, waarvan de schuldbrieven gewaarborgd zijn door het Rijk en die voor 's Lands herstel reeds meer dan een milliard kon voorschieten.

De Middenafdeeling stelt voor, het wetsontwerp in dien zin te wijzigen, doch tevens de keuze der personen, die het Comiteit van Bestuur zouden uitmaken, aan de Regeering over te laten.

Men begrijpt dat het de bevoegde Minister is, en niet al de Ministers, die de beslissingen medeonderteekenen moet en aldus de verantwoordelijkheid van de verbintenissen, door den Staat aangegaan, aanvaarden moet. Dit is geene belemmering. Maar het Raadgevend Comiteit van negen leden, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers, den Senaat en de betrokken Ministers aan te wijzen, zou zich niet kunnen gelasten zijn advies uit te brengen over elk verzoek, zooals het wetsontwerp het voorstelt. Het zou zich moeten wijden aan eene studie die niet alleen eene bijzondere bevoegdheid veronderstelt, maar ook een ononderbroken, arbeid, dien men van een zoo talrijk en zoo heteroëet lichaam niet kan eischen. De contrôle is meer zijn aangewezen rol.

Het kan zijn advies uitbrengen over de regeling, die bij Koninklijk besluit zal moeten vastgesteld worden, de verrichtingen van het Comiteit van Bestuur nagaan en de mededeeling eischen van alle beslissingen en bewijsstukken. Zijn advies, dat minder den aard der maatregelen moet bedoelen dan het vrijwaren van het algemeen belang, zal van invloed zijn op de inmenging der Regeering.

De Middenafdeeling stelt voor, die opdracht van contrôle over te laten aan de Commissie van negen leden en de beslissing over te laten aan een Comiteit van bestuur met drie tot vijf leden, door de Regeering te kiezen in den schoot van gezegde Commissie.

Artikel 6 doet in zekere kringen critiek oprijzen, omdat het, voor de toelating tot den waarborg, het bewijs vergt dat de betrokken ondernemingen de normale arbeidsvoorwaarden naleven, die werden vastgesteld door de gemengde Commissies of andere inrichtingen tot verzoening. Het vermengt aldus de sociale politiek met de economische politiek, en dit zou den goeden uitslag van de voorgestelde maatregelen kunnen in den weg staan. Doch de Memorie van Toelichting verklaart deze voorzorg van socialen aard door de tusschenkomst van de Openbare Financien, die tot nut en van den arbeid en van het kapitaal zijn moet.

Het schijnt wel dat de vrees, de verrichtingen door dit vereischte belemmerd

te zien, eer theoretisch is. De inrichting van de nijverheidsondernemingen is voldoende gekend en zal geen onderzoek vergen. Er zou bovendien geen quaestie van zijn, te blijven stilstaan bij betwistingen over kleinigheden welke, zonder werkelijk belang, de aandacht van het hoofddoel zouden aftrekken en de verhoopte uitkomsten van den Regeeringswaarborg zouden vertragen.

*
* * *

De Middenafdeeling stelt aan de Kamer voor, het wetsontwerp goed te keuren met de amendementen, waarbij de Regeering zich aansluit en die den waarborg moeten aanpassen aan de verschillende toestanden, terwijl zij tevens zijn werking gemakkelijker maken.

Zal het middel eenigszins doeltreffend zijn? Op het eerste gezicht komt het voor, alsof het een krachtig middel is tegen eene scherpe crisis, maar het kan slechts een lapmiddel zijn. Wij moeten hopen dat het niet heelemaal zonder nuttig gevolg zijn zal. De ondervinding van Engeland, dat op dien weg voortgaat, wettigt dit vertrouwen. Het is waar dat de werking daar krachtadiger is; zij bestaat daar in het rechtstreeksch verleen van credieten door bemiddeling van de banken. Het voorgestelde stelsel van den Regeeringswaarborg leidt tot soortgelijke uitkomsten; het is waarschijnlijk dat banken er zullen gebruik van maken om deel te nemen aan verkoopverrichtingen, waarin zij meestendeels zullen belang hebben wegens de voorschotten, welke zij reeds deden aan de ondernemingen, door den voorraad stilgelegd. Voor de banken zal het een middel zijn om uit een toestand te geraken, die zwaar op hunne financiën drukt, en om weer leven in de nijverheid te brengen, waarvan hun eigen welvaart en 's lands welvaart afhangen.

De Voorzitter-Verslaggever,

ÉMILE THIBBAUT.

ANNEXE AU N° 258.

PROJET DE LOI
ET
TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

BIJLAGE VAN N° 258.

WETSONTWERP
EN
TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

Projet de loi.**Wetsontwerp.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Dans le but d'atténuer la crise industrielle et d'assurer la reprise des affaires avec les pays étrangers, en favorisant particulièrement l'exportation des produits belges, le Gouvernement est autorisé à garantir, sous les conditions énumérées ci-après, et jusqu'à concurrence d'une somme globale de 250 millions de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger.

Ten einde, door een bijzondere bevordering van den uitvoer der Belgische voortbrengselen, de nijverheidskrisis te lenigen en het hervatten der handelsbetrekkingen met het buitenland te verzekeren, wordt de Regeering er toe gemachtigd den goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland te waarborgen, onder navermelde voorwaarden, en tot een globaal bedrag van 250 millioen frank.

ART. 2.**ART. 2.**

La garantie de bonne fin est accordée de préférence à des groupements industriels englobant le plus grand nombre possible d'entreprises d'une même industrie, et exceptionnellement à des entreprises isolées.

De waarborg tot goeden afloop wordt bij voorkeur verleend aan nijveraarsgroepen, waarvan het grootst mogelijk aantal ondernemingen van één zelfde nijverheid deel uitmaken, en uitzonderlijk aan alleenstaande ondernemingen.

ART. 3.**ART. 3.**

Pour pouvoir solliciter la garantie de bonne fin d'opérations faites à l'étranger, les groupements d'industriels ou les industriels doivent réunir les conditions ci-après :

Om den waarborg tot goeden afloop van afzet in het buitenland te mogen aanvragen, dienen de nijveraarsgroepen of de nijveraars aan navermelde voorwaarden te voldoen :

1° Avoir le siège social de leurs affaires et leurs ateliers en Belgique;

1° Hun maatschappelijke bedrijfszetel en hun werkplaatsen in België hebben;

**Texte proposé
par la Section centrale.**

ARTICLE PREMIER.

Dans le but d'atténuer la crise industrielle et d'assurer la reprise des affaires avec les pays étrangers, en favorisant particulièrement l'exportation des produits belges, le Gouvernement est autorisé à garantir, sous les conditions énumérées ci-après, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 250 millions de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger. *Un dixième peut être prélevé sur cette somme pour assurer la bonne fin de ventes de marchandises produites dans la Colonie.*

ART. 2.

La garantie de bonne fin est accordée de préférence à des groupements industriels, *commerciaux ou coloniaux* englobant le plus grand nombre possible d'entreprises, et exceptionnellement à des entreprises isolées.

ART. 3.

Pour pouvoir obtenir la garantie de bonne fin d'opérations faites à l'étranger, les groupements ou les entreprises isolées doivent réunir les conditions ci-après :

1° Avoir le siège de leurs affaires et leurs ateliers en Belgique ou éventuellement dans la colonie ;

**Tekst voorgesteld
door de Middenafdeeling.**

EERSTE ARTIKEL.

Ten einde, door een bijzondere bevordering van den uitvoer der Belgische voortbrengselen, de nijverheidscrisis te lenigen en het hervatten der handelsbetrekkingen met het buitenland te verzekeren, wordt de Regeering er toe gemachtigd, den goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland te waarborgen, onder navermelde voorwaarden, en tot een globaal bedrag van 250 millioen frank. *Van deze som kan een tiende afgehouden worden om den goeden afloop van den afzet van in de Kolonie voortgebrachte goederen te verzekeren.*

ART. 2.

De waarborg tot goeden afloop wordt bij voorkeur verleend aan groepen van nijveraars, *handelaars of koloniaten*, waarvan het grootst mogelijk aantal ondernemingen deel uitmaken, en uitzonderlijk aan alleenstaande ondernemingen.

ART. 3.

Om den waarborg tot goeden afloop van afzet in het buitenland te kunnen bekomen, moeten de groepen of de *alleenstaande ondernemingen* aan de hierna gestelde vereischten voldoen :

1° Hun maatschappelijke bedrijfszetel en hun werkplaatsen in België of, *bij voorkomend geval, in de Kolonie* hebben ;

Projet de loi.

Wetsontwerp.

2° Produire tous documents permettant de fixer les conditions exactes de l'opération commerciale;

3° Apporter des promesses recouvertes de deux signatures, à savoir celle de l'acheteur et celle d'une banque étrangère ou la garantie d'un État étranger sous forme de fonds, warrants ou autre.

ART. 4.

Les groupements d'industriels ou les industriels qui sollicitent la garantie du Gouvernement, demeurent responsables de la perte éventuelle, ainsi que les établissements de crédits disposés à les aider, dans une proportion à déterminer par le Gouvernement.

La durée maximum du crédit ainsi garanti est de trois ans. Au fur et à mesure des paiements, la garantie du Gouvernement est dégagée en premier lieu, celle des banques ensuite et enfin celle des industriels eux-mêmes.

Les sommes récupérées de cette façon par l'État sont susceptibles de réemploi dans les mêmes conditions.

ART. 5.

La garantie de bonne fin est donnée par arrêté royal contresigné des Ministres ayant dans leurs attributions les Finances, l'Industrie, le Travail et le

2° Alle oorkonden overleggen, die het mogelijk maken nauwkeurig de voorwaarden der handelsverrichting te bepalen;

3° Promessen overleggen, bekleed met twee handteekeningen, te weten : die van den kooper en die van een buitenlandse bank of den waarborg van een vreemden Staat, onder den vorm van fondsen, warrants of dergelijke.

ART. 4.

De nijveraarsgroepen of de nijveraars, die om den waarborg der Regeering verzoeken, blijven aansprakelijk voor het mogelijk verlies, alsmede de kredietinstellingen, die niet ongenegen zijn hen te helpen, in een door de Regeering te bepalen verhouding.

De maximum-duur van het aldus gewaarborgd krediet is drie jaar. Naarmate van de betalingen wordt eerst de waarborg der Regeering gedelgd, daarna die van de banken en eindelijk die van de nijveraars zelf.

Over de aldus door den Staat terugbekomen sommen kan onder dezelfde voorwaarden, weder worden beschikt.

ART. 5.

De waarborg tot goeden afloop wordt gegeven bij koninklijk besluit, medeondertekend door de Ministers van Financiën, van Nijverheid, Arbeid

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

2° Produire tous documents permettant de fixer les conditions exactes de l'opération et d'apprécier l'intérêt national engagé.

Dans chaque cas particulier, l'octroi de la garantie peut être subordonné à des garanties spéciales, soit la remise de promesses recouvertes de deux signatures, à savoir celle de l'acheteur et celle d'une banque étrangère, soit la garantie d'un État étranger sous forme de fonds ou warrants, soit d'autres garanties.

ART. 4.

Les groupements industriels, commerciaux ou coloniaux, ou les entreprises isolées qui sollicitent la garantie du Gouvernement, ainsi que les établissements de crédit disposés à les aider, demeurent responsables de la perte éventuelle, dans une proportion à déterminer par le Gouvernement.

La durée maximum du crédit ainsi garanti est de trois ans. Au fur et à mesure des paiements, la garantie du Gouvernement est dégagée en premier lieu, celle des banques ensuite et enfin celle des bénéficiaires eux-mêmes.

Les sommes récupérées de cette façon par l'État sont susceptibles de réemploi dans les mêmes conditions.

ART. 5.

La garantie de bonne fin est donnée, suivant des règles à établir par arrêté royal, par décision d'un Comité directeur de trois à cinq membres à nommer par

2° Alle stukken overleggen, die het mogelijk maken nauwkeurig de voorwaarden der handelsverrichting te bepalen en over het betrokken nationaal belang te oordeelen.

In elk bijzonder geval, kan het verleen van den waarborg afhankelijk gesteld worden van bijzondere waarborgen, hetzij het overleggen van promessen bekleed met twee handteekeningen, te weten : die van den kooper en die van een buitenlandsche bank, hetzij den waarborg van een vreemden Staat, onder den vorm van fondsen of warrants, hetzij andere waarborgen.

ART. 4.

De groepen van nijveraars, handelaars of kolonials, ofwel de alleenstaande ondernemingen, die om den waarborg der Regeering verzoeken, alsmede de credietinstellingen, die niet ongenegen zijn hen te helpen, blijven aansprakelijk voor het mogelijk verlies, in een door de Regeering te bepalen verhouding.

De maximum-duur van het aldus gewaarborgd crediet is drie jaar. Naarmate van de betalingen wordt eerst de waarborg der Regeering gedelgd, daarna die van de banken en eindelijk die van de bevoordeelden zelf.

Over de aldus door den Staat terugbekomen sommen kan, onder dezelfde voorwaarden, weder beschikt worden.

ART. 5.

De waarborg tot goeden afloop wordt, volgens bij Koninklijk besluit te bepalen voorschriften, gegeven bij beslissing van een Bestuurscomiteit van drie tot vijf

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Ravitaillement et les Affaires économiques.

en Bevoorrading en van Staathuishoudkundige Zaken.

Cet arrêté est pris après avis d'un Comité consultatif, nommé par le Roi, composé de neuf membres, dont trois présentés par la Chambre des Représentants, deux par le Sénat et quatre représentant respectivement les Ministres des Finances, des Affaires étrangères, des Affaires économiques, de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Dit besluit wordt gegeven na advies van een door den Koning benoemde raadgevende Commissie, samengesteld uit negen leden, waarvan drie voorgedragen door het Bureau van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, drie van het Senaat en vier aangeduid onderscheidenlijk door den Minister van Financiën, dien van Buitenlandsche Zaken, dien van Staathuishoudkundige Zaken en dien van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Le Président est choisi en dehors des membres par le Roi.

De Voorzitter wordt door den Koning buiten de leden gekozen.

Le mandat des membres de la Commission et du Président est de trois ans; il peut être renouvelé.

Het lidmaatschap van de Commissieleden en van den Voorzitter duurt drie jaar; het is voor dadelijke vernieuwing vatbaar.

ART. 6.

ART. 6.

La Commission visée à l'article précédent aura le droit de prendre, préalablement à l'avis qu'elle doit donner, toutes les informations ayant pour but d'établir que les conditions énumérées à l'article 3 sont remplies et de vérifier :

De bij voorgaand artikel bedoelde Kommissie heeft het recht aan het door haar uit te brengen advies te laten voorafgaan het nemen van alle inlichtingen ten doel hebbende er van te laten blijken dat aan de in artikel 3 opgesomde voorwaarden werd voldaan en te onderzoeken :

a) Si les opérations commerciales

a) Of de betrokken koophandelsver-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

le Gouvernement. La décision est subordonnée à l'approbation du Ministre compétent.

La garantie peut être cédée à des intermédiaires sous les mêmes conditions.

ART. 5^{bis}.

Il est créé un Comité de contrôle, nommé par le Roi, composé de neuf membres, dont trois présentés par la Chambre des Représentants, deux par le Sénat et quatre représentant respectivement les Ministres des Finances, des Affaires Étrangères, des Affaires Économiques, de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Le Président est choisi en dehors des membres par le Roi.

Le mandat des membres de la Commission et du Président est de trois ans; il peut être renouvelé.

Les membres du Comité directeur sont choisis par le Gouvernement au sein du Comité de contrôle.

ART. 6.

Le Comité de contrôle donne son avis sur les règlements à édicter par arrêté royal et il contrôle les décisions du Comité Directeur qui lui en donne communication avec les pièces justificatives. Il aura le droit de prendre toutes les informations ayant pour but d'établir que les conditions énumérées à l'article 3 sont remplies et de vérifier :

a) Si les opérations commerciales

leden, door de Regeering te benoemen. De beslissing dient door den bevoegden Minister te worden goedgekeurd.

De waarborg kan onder dezelfde voorwaarden aan tusschenpersonen afgestaan worden.

ART. 5^{bis}

Een door den Koning benoemd Comité van controle wordt ingesteld; dit Comité bestaat uit negen leden, waarvan drie voorgedragen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers, twee door den Senaat en vier aangewezen onderscheidenlijk door den Minister van Financiën, dien van Buitenlandsche Zaken, dien van Economische Zaken en dien van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

De Voorzitter wordt door den Koning buiten de leden gekozen.

Het lidmaatschap van de Comitéleden en van den Voorzitter duurt drie jaar; het kan vernieuwd worden.

De leden van het Bestuurscomité worden door de Regeering gekozen onder de leden van het Comité van controle.

ART. 6.

Het Comité van controle brengt zijn advies uit over de reglementen, bij Koninklijk besluit in te voeren, en controleert de beslissingen van het Bestuurscomité, dat deze daaraan mededeelt met de bewijsstukken. Het is gerechtigd alle inlichtingen te nemen met het doel vast te stellen dat aan de in artikel 3 vermelde vereischten werd voldaan, en te onderzoeken :

a) Of de betrokken handelsverrichtin-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

dont il s'agit sont utiles au pays, en assurant la marche ou la remise en activité des entreprises favorisées;

b) Si les conditions de travail existant dans ces entreprises sont conformes aux conditions normales établies par les Commissions mixtes ou autres organismes de conciliation.

ART. 7.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires à l'application des dispositions prévues par la présente loi.

richtingen, met het verzekeren van den goeden gang der beoordeelde ondernemingen of met het weder in werking brengen er van, voor het land eenig nut aanbieden;

b) Of de in die ondernemingen heerschende arbeidsverhoudingen strooken met de normale voorwaarden vastgesteld door de Gemengde Kommissies of andere verzoeningsinstellingen.

ART. 7.

De Minister van Financiën wordt er toe gemachtigd de noodige maatregelen te treffen ter toepassing van de bij deze wet voorziene bepalingen.

Texte proposé par la Section centrale.

Rekat voorgesteld door de Middelenafdeeling.

dont il s'agit sont utiles au pays, en assurant la marche ou la remise en activité des entreprises favorisées ;

gen, door het verzekeren van den goeden gang der bevoordeelde ondernemingen of door het weder in werking brengen er van, voor het land eenig nut aanbieden ;

b) Si les conditions de travail existant dans ces entreprises sont conformes aux conditions normales établies par les Commissions mixtes ou autres organismes de conciliation.

b) Of de in die ondernemingen heerschende arbeidsverhoudingen strooken met de normale voorwaarden vastgesteld door de Gemengde Commissies of andere verzoeningsinstellingen.

ART. 7.

ART. 7.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires à l'application des dispositions prévues par la présente loi.

Aan den Minister van Financiën wordt machtiging verleend om de noodige maatregelen te treffen tot toepassing der bij deze wet voorziene bepalingen.